

Sciences des organisations, mention Action publique et régulations sociales, parcours Affaires publiques

RNCP27439 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	340, 128
Code(s) ROME	E1103, K1404, K1401, K1405
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/08/2019

Certificateur(s)

Ministère chargé de l'enseignement supérieur

UNIVERSITE PARIS DAUPHINE · SIRET : 19754692200018

Université Paris-Dauphine

<http://www.dauphine.fr>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

parcours Affaires publiques. Finalité professionnelle

Le titulaire du master est un expert de l'action publique, travaillant à l'interface des secteurs publics et privés, dans les domaines de la représentation des intérêts.

Au sein d'une administration ou d'une collectivité locale dans les domaines de la gestion de projet et de la communication, au sein d'une entreprise, d'une association, il peut exercer une ou plusieurs des missions suivantes :

Ø Communication:

- Constituer et animer des réseaux
- Analyser des situations locales et politiques
- Participer à l'élaboration d'une stratégie de communication
- Mettre en place une stratégie participative sur un territoire
- Identifier et mobiliser différents dispositifs participatifs
- Préparer et participer à l'animation de réunions publiques et d'ateliers de concertation
- Concevoir et diffuser des outils de communication internes et externes
- Choisir les canaux de communication les plus appropriés
- Evaluer les dispositifs de communication et de concertation et formuler des propositions d'amélioration
- Encadrer et animer une équipe

Ø Lobbying ou représentation d'intérêts : En tant que chargé de lobbying représentant un groupement d'intérêt, ou « groupe d'influence »,

- Mettre en œuvre une stratégie de lobbying et procéder à des interventions destinées à influencer directement ou indirectement les pouvoirs publics (convaincre un organe d'investir dans un projet, etc.)
- Organiser le financement public d'un projet

- Conseiller à la prise de décision et à la gestion des dossiers

Ø Action publique locale :

- Participer à la définition et la conception des politiques des pouvoirs publics
- Coordonner les actions de l'Etat dans les services déconcentrés (en région, dans les départements)
- Mener une action publique locale :
- Diagnostiquer les problématiques de développement de politiques publiques
- Concevoir des stratégies de développement, réaliser les budgets, les plans et programmes d'intervention
- Evaluer les politiques publiques
- Définir et mettre en œuvre des plans d'expérimentation
- Piloter et coordonner la mise en œuvre de politiques publiques
- Encadrer une équipe

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Le titulaire du master dispose des compétences et capacités suivantes :

Compétences transversales :

- Maîtriser les concepts fondamentaux de la discipline
- Mettre en pratique les méthodes d'analyse et utiliser les outils du champ disciplinaire
- Savoir faire une recherche documentaire et utiliser les sources à bon escient, être capable d'en faire une synthèse tout en développant un esprit critique. Réaliser une veille environnementale dans son champ d'activité
- Construire et rechercher des données fiables, savoir les interpréter et les analyser afin de mettre en place des procédures d'évaluation
- Rédiger et présenter oralement un travail élaboré sur une problématique complexe
- Communiquer dans une langue étrangère et notamment en anglais
- Maîtriser les méthodes et outils informatiques et de communication usuels.

Compétences pré-professionnelles :

- Conduire un projet (conception, pilotage, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion)
- Travailler en autonomie et en équipe, s'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels
- Comprendre les enjeux et problématiques des différentes parties prenantes de l'organisation pour être force de proposition et de dialogue
- Coordonner et animer une équipe.

Compétences métier :

- Connaître le fonctionnement et la situation du lobbying en France et en Europe : repérer les circuits décisionnels, les intervenants ; appréhender la déontologie, la légitimité, les intérêts de la communication d'influence
- Connaître les organisations administratives de l'Etat, des collectivités locales
- Analyser, évaluer des organisations, des projets, des actions de communication à partir d'outils méthodologiques. Identifier les besoins
- Mettre en œuvre des actions de communication adaptées
- Conduire le changement
- Elaborer un budget

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Entreprises, (direction des affaires publiques), associations
Cabinets de conseil (lobbying mais pas uniquement)
Administrations centrales, collectivités locales
Organismes publics, organisations européennes

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Chargé de communication publique
Chargé de mission affaires publiques au sein d'entreprises

Assistant parlementaire, collaborateur d'élus
Chargé du lobbying, consultant
Responsable d'un service au sein d'une collectivité locale

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ
A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très faible (1/5)
Facteurs principaux	Non-durabilité de l'emploi, Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 428 €
Familles professionnelles (FAP)	U0X80 — Assistants de la communication · tension 1/5 (Très faible) U0X90 — Cadres de la communication · tension 1/5 (Très faible)
Projets de recrutement (BMO 2026)	5 346
Jugés difficiles à recruter	21 %
Emplois saisonniers	21 %
Familles professionnelles (FAP)	U0X80 — Assistants de la communication U0X90 — Cadres de la communication

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE

Jury désigné par le Président de l'Université, présidé par un professeur ou un Maître de conférences des Universités et comprenant le responsable de la formation, des enseignants...

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE

idem

COMPOSITION DU JURY — CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

oui

COMPOSITION DU JURY — CANDIDATURE INDIVIDUELLE

Possible pour partie du diplôme par VES ou VAP

COMPOSITION DU JURY — VAE

Majorité d'enseignants-chercheurs, ainsi que des personnes ayant une activité principale autre que l'enseignement et compétentes pour apprécier la nature des acquis, notamment professionnels, dont la validation est sollicitée

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/08/2019
--	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://affairespubliques-apprentissage.dauphine.fr/fr.html>

<http://www.dauphine.fr>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/27439/>